

CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

Tendances conjoncturelles

Deuxième trimestre 2025

À fin juin 2025, l'environnement économique de la Polynésie française demeure globalement favorable. L'indicateur du climat des affaires, de nouveau en progression après un léger repli au trimestre précédent, reste nettement au-dessus de sa moyenne de longue période, traduisant une confiance soutenue des entrepreneurs. Parallèlement à une inflation contenue, le marché du travail confirme sa bonne orientation, avec une croissance de l'indice de l'emploi salarié dans l'ensemble des secteurs.

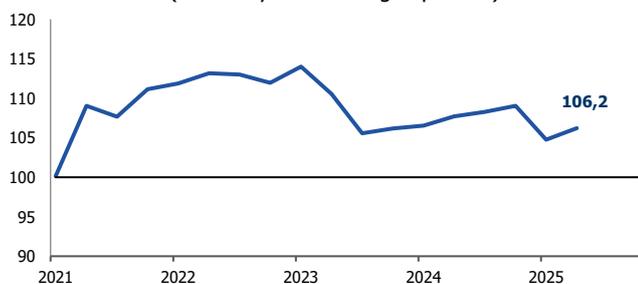
Le secteur du tourisme, pilier de l'économie locale, a su dissiper les inquiétudes liées au ralentissement observé en début d'année, affichant des résultats solides. En revanche, la consommation des ménages montre des signes d'essoufflement. Ce fléchissement est compensé par une dynamique soutenue de la production de crédits et de l'investissement, notamment dans l'immobilier, qui bénéficie directement au secteur des travaux publics.

L'ICA rebondit au deuxième trimestre 2025

Au deuxième trimestre 2025, l'indicateur du climat des affaires (ICA) ressort à 106,2, en progression de 1,5 point par rapport au trimestre précédent. En léger rebond après un trimestre de baisse, il demeure ainsi supérieur à sa moyenne de longue période, témoignant d'une perception globalement favorable de la conjoncture par les chefs d'entreprises interrogés.

Cette évolution positive est attribuable tant à l'appréciation rétrospective du trimestre écoulé qu'aux anticipations d'évolution à court terme. Elle repose principalement sur les composantes liées aux effectifs, aux prix et à la trésorerie passée. Toutefois, l'activité récente et la trésorerie anticipée tempèrent la perception des chefs d'entreprises. Hormis une consolidation des effectifs, ils n'anticipent pas de changement significatif pour le troisième trimestre.

Indicateur du climat des affaires (ICA)
(100=moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM

© IEOM

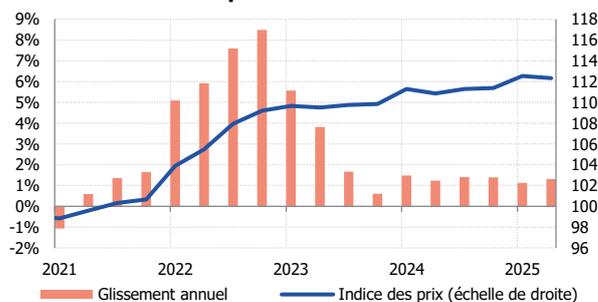
Hausse contenue pour les prix à la consommation

Fin juin 2025, l'indice des prix à la consommation (IPC) progresse de 1,3 % en glissement annuel. Les prix associés aux assurances et autres biens et services (+6,1 %) ont fortement contribué à cette hausse, suivis des dépenses de santé (+2,0 %), de l'hôtellerie-restauration, du logement et des produits alimentaires (tous trois enregistrant +1,7 % sur l'année).

L'index BTP progresse également de 1,5 %, impacté davantage par la hausse de l'index des travaux publics (+2,5 %) que celui du bâtiment (+0,7 %).

En revanche, les prix de l'habillement (-6,5 %) et des communications (-6,3 %) contribuent à contenir l'inflation.

Indice des prix à la consommation



Source : ISPF

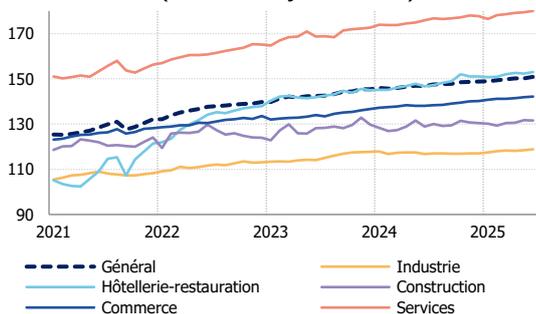
© IEOM

Un marché du travail bien orienté

Au deuxième trimestre 2025, l'indice de l'emploi salarié marchand affiche une hausse annuelle de 2,7 %, portée principalement par la vigueur du secteur tertiaire. L'hôtellerie-restauration enregistre la plus forte hausse avec +4,3 %, suivie par le commerce (+3,0 %) et les autres services (+2,4 %). Les indices sectoriels de la construction et de l'industrie affichent également une croissance, respectivement de +2,1 % et +1,7 %.

À fin mars, les effectifs salariés enregistrent une progression de 3 % sur un an, traduisant une dynamique soutenue du marché du travail, qui se retrouve dans l'ensemble des secteurs. La bonne orientation de l'emploi devrait perdurer puisque les chefs d'entreprise ont exprimé, dans le cadre de l'enquête IEOM, leur volonté de consolider leurs équipes.

Indice de l'emploi salarié
(Indice 100 - janvier 2000)



Sources : CPS, ISPF

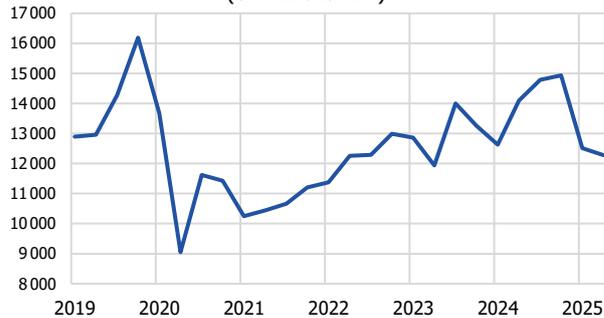
© IEOM

La consommation des ménages ralentit

Au deuxième trimestre 2025, la production de prêts à la consommation atteint 12,3 milliards XPF, en net repli de 12,9 % sur un an, traduisant une moindre propension des ménages à s'endetter pour leurs achats courants par rapport à une année 2024 particulièrement portée par la demande intérieure. Ce fléchissement s'accompagne d'un recul des importations de biens de consommation (-0,7 %).

Ayant anticipé ce ralentissement, les commerçants interrogés par l'IEOM font état d'un niveau d'activité stable au deuxième trimestre, et prévoient pour le troisième trimestre un léger tassement de leur chiffre d'affaires ainsi qu'une pression accrue sur les charges. Toutefois, les efforts déployés par les entreprises pour améliorer leur trésorerie semblent porter leurs fruits et pourraient se poursuivre, leur permettant ainsi de mieux faire face au ralentissement de l'activité.

Production crédits consommation aux ménages
(en millions XPF)



Source : IEOM

© IEOM

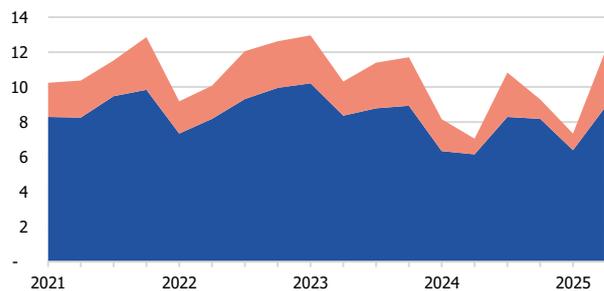
Dynamisme du crédit et relance de l'investissement immobilier

Malgré un léger fléchissement des intentions d'investissement à un an exprimées par les chefs d'entreprise dans l'enquête de conjoncture de l'IEOM, le niveau global reste soutenu, traduisant une confiance persistante dans les perspectives économiques à moyen terme. Cette résilience de l'investissement productif se reflète dans la production de crédits à l'équipement, qui progresse de 7,5 % sur un an pour atteindre 9,7 milliards XPF.

Parallèlement, les ménages renouent avec l'investissement immobilier. La production de crédits à l'habitat s'élève à 8,9 milliards XPF au deuxième trimestre 2025, en forte hausse de 44,8 % par rapport à la même période en 2024 particulièrement morose.

Plus généralement, la production totale de prêts immobiliers, englobant les besoins des ménages et des entreprises, croît de 72,4 % en glissement annuel, franchissant à nouveau le seuil des 12 milliards XPF. Ce nouvel élan, bien qu'expliqué en partie par un effet de base par rapport au deuxième trimestre 2024 ayant subi un net ralentissement, alimente l'activité dans le secteur connexe qu'est le BTP dont les chefs d'entreprises ont souligné une amélioration de leur trésorerie.

Production de crédits immobiliers
(en milliards XPF)



Source : IEOM

■ Ménages ■ Entreprises

© IEOM

Une activité convenable pour le secteur secondaire

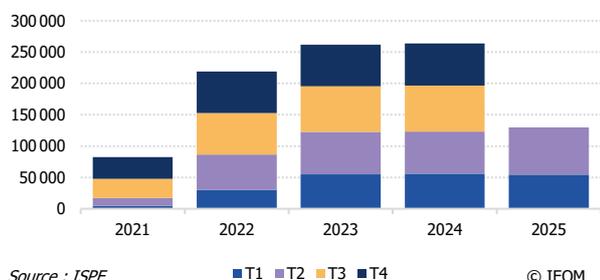
Des performances rassurantes pour le tourisme

Le deuxième trimestre 2025 marque un net redressement de la fréquentation touristique en Polynésie française,

dissipant les inquiétudes suscitées par le ralentissement observé en début d'année. Sur les six premiers mois, près de 130 000 touristes ont été accueillis, soit une progression de 5,4 % par rapport à la même période en 2024. Cette croissance est largement portée par les

marchés émetteurs asiatiques (+13 %) et européens (+12 %), suivis des États-Unis (+6 %), du Pacifique (+3 %) et de la France (+2 %). Le dynamisme du tourisme terrestre (+9 %) contraste avec le recul du segment croisière (-7 %), qui avait fortement contribué à l'activité en 2024. L'absence de plusieurs navires en début d'année, qui avaient été mis en carénage, explique cependant cette situation.

Fréquentation touristique
(nombre de touristes par trimestre cumulé)



L'hôtellerie locale bénéficie également de ce regain, avec un rattrapage des performances du premier trimestre jugées décevantes par les professionnels du secteur interrogés. Plusieurs indicateurs corrigés des variations saisonnières témoignent de cette amélioration au deuxième trimestre : les nuitées touristiques progressent de 11,3 % sur un an, le taux moyen de remplissage atteint 70 % (contre 68 % en 2024), le nombre de chambres vendues augmente de 5,5 % et le revenu par chambre louée bondit de 15,9 %.

Pour les mois à venir, les professionnels du secteur anticipent une activité stable, voire en légère hausse, soutenue par une meilleure maîtrise des charges. Dans l'ensemble, les perspectives pour l'année 2025 s'annoncent encourageantes, avec une performance touristique attendue au moins équivalente, sinon supérieure à celle de l'année précédente.

Le secteur secondaire tiré par le BTP

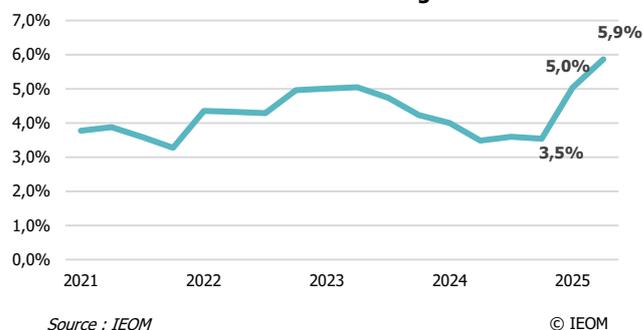
Au deuxième trimestre, l'activité du secteur secondaire s'est globalement stabilisée, selon une majorité de chefs d'entreprise interrogés. Pour certains, cette période a même permis de compenser le ralentissement observé au premier trimestre.

Dans l'industrie agroalimentaire, les exportations locales ont progressé de 3,9 % en volume sur un an, bien que leur valeur ait reculé, traduisant une pression sur les prix, en partie liée à l'entrée en vigueur début 2025 de la hausse de la TVA sur les produits sucrés. Par ailleurs, les industriels affichent des intentions d'investissement en augmentation à l'horizon d'un an, tout en anticipant une contraction de leurs effectifs.

Soutenu par la progression des liquidations de dépenses publiques de la direction de l'Enseignement atteignant 201 millions XPF sur le trimestre (+138 % en glissement annuel), et de la direction de l'Équipement (+1,1 % sur le trimestre), le secteur des travaux publics semble orienté très favorablement. Les dirigeants du secteur se montrent résolument optimistes pour la seconde moitié de l'année, stimulés par un carnet de commandes renforcé par des

chantiers majeurs et par le dynamisme de l'investissement immobilier des ménages. Cette tendance est également soutenue par les préparatifs liés à l'organisation des Jeux du Pacifique en 2027 et par le lancement de projets d'infrastructures collectives d'envergure (énergie, transport, aménagements routiers et portuaires).

Évolution annuelle de l'encours de crédit à l'habitat des ménages



La reprise de la perliculture gonfle la performance du secteur primaire

Au deuxième trimestre 2025, les exportations de perles brutes ont atteint 2,1 milliards XPF, en forte hausse de +68 % par rapport à la même période en 2024 (1,3 milliard XPF). Représentant les deux tiers des exportations locales, elles continuent de porter la reprise du secteur primaire. Toutefois, les professionnels du secteur ont annoncé leur intention d'augmenter les prix face à la raréfaction du produit.

Exportations de perles brutes
(cumul trimestriel, en millions XPF)



Le noni affiche également une performance à l'export sur le trimestre en atteignant 108 millions XPF contre 55 millions XPF un an plus tôt.

De l'enquête de conjoncture du deuxième trimestre, il ressort une relative stabilité dans l'activité du secteur primaire.

En revanche, certains acteurs signalent une baisse de leur activité en lien avec un net repli de certaines filières. Les exportations de poisson (11 % des exportations locales) chutent de -51,4 % en glissement annuel. La vanille recule également de -50,3 %. Ce recul des exportations hors perles et noni se reflète dans les témoignages des chefs d'entreprises du secteur, dont certains font état d'une baisse d'activité notable au cours du trimestre. D'autres évoquent une situation relativement stable, suggérant une conjoncture contrastée selon les filières et les zones de production.

Une économie résiliente en dépit d'incertitudes persistantes

Le FMI maintient les anticipations de reflux de l'inflation mondiale pour 2025 et 2026. Ces anticipations s'élèvent à 4,2 % en 2025, soit 0,1 point de pourcentage en deçà des estimations communiquées en avril, puis à 3,6 % en 2026, chiffre stable. Cette apparente stabilité cache toutefois des situations contrastées ; les États-Unis pourraient subir un taux d'inflation plus élevé suite à la mise en place des nouveaux droits de douane.

Le FMI a revu à la hausse ses prévisions de croissance aux États-Unis. Le PIB progresserait de 1,9 % en 2025 et 2,0 % en 2026 aux États-Unis, contre des estimations de 1,8 % et 1,7 % en avril 2025. Ce regain d'optimisme procède de l'établissement des nouveaux droits de douane à des niveaux inférieurs à ceux anticipés et d'un assouplissement des conditions de financement aux États-Unis.

Le FMI a également revu à la hausse ses prévisions de croissance pour la zone euro en 2025. Celles-ci s'élèvent à 1,0 % contre 0,8 % dans les projections communiquées en avril 2025. Les projections pour 2026 sont stables, à 1,2 %. Cette réévaluation est portée par les bonnes performances de l'économie irlandaise, toutefois peu représentative de l'ensemble de la zone, et par la hausse des anticipations de dépenses dans le secteur de la défense.

En France, le deuxième trimestre 2025 est marqué par une légère accélération de la croissance du PIB, à 0,3 %, contre 0,1 % au premier trimestre, selon les estimations de l'Insee. Cette accélération se fait notamment à la faveur d'un léger rebond de la consommation des ménages. Après s'être établie à -0,3 % au premier trimestre, celle-ci est revenue en territoire positif et s'établit à +0,1 %. La Banque de France a légèrement revu à la baisse ses anticipations de croissance, à +0,6 % pour l'exercice 2025, suivi d'une accélération en 2026, à +1,0 %.

Au Japon, la vigueur de l'investissement privé atténuée la faiblesse des exportations et de la consommation des ménages. Le FMI a ainsi révisé légèrement à la hausse ses anticipations de croissance de l'économie nippone pour 2025, à 0,7 %, contre 0,6 % en avril. Ces projections restent toutefois inférieures aux prévisions communiquées en janvier 2025, à 1,1 %.

Le FMI a révisé à la hausse ses anticipations de croissance dans les pays émergents. À la faveur d'une activité plus soutenue qu'escomptée et de la réduction des droits de douane mis en place par les États-Unis, la Chine voit ainsi ses prévisions de croissance pour 2025 réévaluées à 4,8 %, contre 4,0 % en avril 2025. L'Inde bénéficie également d'une révision à la hausse de ses prévisions de croissance pour 2025, à 6,4 %, contre 6,2 % en avril. Le FMI maintient ses anticipations de croissance pour les économies d'Afrique subsaharienne, du Moyen-Orient et d'Asie Centrale en 2025, tandis que celles des pays émergents d'Europe sont revues à la baisse.

Sources : FMI, Insee, Banque de France

Des évolutions contrastées en Asie-Pacifique

En Australie, la croissance a ralenti à +0,2 % au T1 2025, après +0,6 % au trimestre précédent, freinée par le recul de l'investissement public (-2,0 % après +0,8 %). La consommation des ménages progresse modestement (+0,4 % après +0,7 %). Le commerce extérieur contribue négativement à la croissance : les exportations reculent plus fortement que les importations. L'inflation a ralenti à +2,1 % au T2 2025, son plus bas niveau depuis 2021 (inflation sous-jacente recule à +2,7 %). La RBA a abaissé son taux directeur à 3,6 % en août 2025, son plus faible niveau depuis 2023. Le taux de chômage a légèrement reculé à 4,2 % en juillet 2025, après 4,3 % en juin (niveau le plus élevé depuis novembre 2021).

La Nouvelle-Zélande a enregistré une croissance de 0,8 % au T1 2025 (après +0,5 % au trimestre précédent), portée par le rebond de l'industrie manufacturière (+2,4 %) et de la construction. Sur un an, le PIB recule de 0,7 %. Le chômage progresse légèrement à 5,2 %. L'inflation s'établit à 2,7 % au T2 2025 (après +2,5 %), respectant la cible de la RBNZ entre 1 et 3 %. Celle-ci a baissé son taux directeur à 3,0 % en août, son plus bas niveau depuis 2022.

En Indonésie, la croissance a fortement rebondi au T2 2025 (+4,0 % après -1,0 %), portée par la consommation privée, les dépenses publiques et la reprise des échanges extérieurs. L'inflation est remontée à 2,4 % en juillet 2025 portée par les prix alimentaires. La banque centrale a néanmoins abaissé son taux directeur à 5,0 % en août, afin de soutenir l'activité. Le chômage a reculé à 4,8 % au T1 2025.

Aux Fidji, la croissance devrait atteindre 3,2 % en 2025, soutenue par le secteur des services. Les arrivées touristiques et la production aurifère ont reculé au T1 2025 (respectivement de -5,3 % et de -11,8 %), tandis que la production de bois a fortement progressé (+192,6 %). L'inflation annuelle s'établit à -0,4 % en juillet 2025. Le chômage se stabilise à 4,3 % comme à fin 2024, grâce à une hausse des recrutements. La RBF a maintenu son taux directeur à 0,25 %, dans un contexte de stabilité des prix.

Sources : Stats NZ, Australian Bureau of Statistics, Statistics Indonesia, Reserve Bank of Fiji, New Zealand Parliament, Asian Development Bank

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : Th. BELTRAND ■ Responsable de la rédaction : M. PLAINDOUX

Rédaction : Études